

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du
JOURNAL,
Rue de St Mal, n. 67.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on reçoit les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés franco.

à l'abonnement
à forfait par mois

ALMANACH FRANÇAIS.

Dimanche 10. — Affaire de Barcelone (Espagne) par le général Latorre Dupin (1823).

MONTEVIDEO.

PARTIE OFFICIELLE.

Département de police,

Monsieur le chef politique et de police, envoie à V. E. les actes qui ont donné lieu aux négociations de D. Manuel Oribe avec M. Carpentier. Je vous remets séparément les conjectures qui ont donné lieu à cette affaire. Selon l'opinion de M. le chef politique, Oribe n'a pas eu l'intention de séduire et gagner la légion française ni son digne chef par l'intermédiaire de M. Carpentier.

Toutes ses paroles qui ont été recueillies avec soin manifestent son incrédulité complète sur cette négociation, et qu'il était bien sûr que, depuis le chef de la légion jusqu'au dernier de ses soldats il n'y a pas un homme assez peu honorable pour commettre une trahison en faveur de Rosas.

Seu unique objet a été de semer des doutes et provoquer la désorganisation de la légion en établissant des rivalités entre ses chefs, désillusionnant ce qui déjà lui était impossible de corrompre. Cette conjoncture paraît d'autant plus fondée quand les négociations de Oribe et de ses partisans se donnent la main avec de certaines ruineuses anarchiques qui ont circulé dans cette ville sur la formation d'une nouvelle légion, comme si le gouvernement n'était pas pleinement satisfait de celle actuelle.

Mais tous ces maneges ont manqué au chef de Rosas, et de fait il était temps qu'il abandonnât cette tactique de séduction dans laquelle il est peu heureux et verse, et qui seul donne pour résultats matériels l'occupation de nos journaux et l'insécurité du public.

Ministère du gouvernement.

Montevideo, 6 septembre 1843.

Des documents envoyés par M. Carpentier, a résulté le décret suivant.

Le gouvernement d'après le jugement de M. le chef politique qualifie le contenu de ces documents comme une des misérables manoeuvres qu'à multipliées le fameux Rosas qui assiege cette place, avec le ridicule objet d'introduire la discorde entre les fidèles de l'empereur

de la cause de l'honneur et de la civilisation. En conséquence mettez en liberté M. Carpentier, qui reste sous la surveillance de la police, sans prejudice des dispositions ultérieures concernant D. Joaquin Carreras et publiez le tout pour la satisfaction du public et du brave et digne colonel de la légion française, M. Thiebaut.

SUAREZ, SANTIAGO VAZQUEZ.

A M. le chef politique et de police D. Andres Lamas.

Département de police.

Montevideo, 6 septembre 1843.

Renvoyé, accompli et publié.

LAMAS.

Montevideo 26 Août 1843.

Monsieur le Chef de Police :

Puisque je suis sous le coup d'une prévention et que je dois être examiné afin que toute la vérité sorte de mon interrogatoire, j'ai l'honneur de vous adresser l'explication suivante de ma conduite et la fin à laquelle j'y suis parvenu, convaincu j'espère le Gouvernement des motifs qui m'ont fait agir.

Il y a environ cinq à six semaines que j'ai reçu du général Oribe des offres, pour gagner, si il était possible, des officiers supérieurs de la Légion Française, principalement le colonel, j'en fis donc part à l'instant même à M. le colonel, et lui disant que dans l'intérêt de nos compatriotes et du Gouvernement il fallait l'empêcher d'arriver à tromper Oribe pour arriver à l'anéantir avec ses troupes sous les batteries des canons de la ligne.

J'ai demandé à M. Thiebaut s'il voulait avoir la complaisance de me faire avoir une permission pour aller au Cerro, il m'a répondu très volontiers, il m'a donc donné une lettre, pour S. E. le Ministre de la Guerre, qui immédiatement m'a fait donner une permission pour aller au Cerro — et de là je me suis transporté sur le camp ennemi où on m'a donné un cheval, pour aller jusqu'au quartier général, passant en face la propriété de Chipten, j'ai dit aux soldats qui m'accompagnaient que j'avais affaire chez ce dernier qu'il n'avait qu'à m'accompagner jusqu'à la et qu'ils pourraient retourner à leur poste, ce qu'ils ont accepté.

Chez Chipten j'ai rencontré M. Ruperto Carreras je lui ai demandé s'il voudrait bien avoir la bonté de m'accompagner chez le général Oribe, il m'a répondu qu'il n'était pas au camp, qu'il était du côté du Colorado à son camp de cavalerie j'ai donc fait part à ce dernier du sujet de mon voyage, il m'a répondu que si je voulais causer avec le général Pacheco qu'il viendrait avec moi jusqu'à chez lui, j'ai accepté arrivé chez le général Pacheco je lui ai fait part de mon voyage, il m'a répondu qu'il fallait attendre le général Oribe, pour causer plus amplement des opérations, le général Pacheco m'a demandé la position qu'occupaient les français à la ligne, je lui ai répondu qu'ils étaient presque toujours en cas de générale, du côté de Campo Santo, il m'a demandé s'il y avait beaucoup de canons à la ligne, je lui ai répondu qu'il pouvait y en avoir un cent, — Je suis donc revenu ensuite chez M. Cho-

ptes ou j'ai attendu le retour du général Oribe. M. Legris est venu me voir quand il a vu que j'étais chez Chipten, nous avons dîné chez ce dernier; mais nous n'avons pas ouvert la bouche en dinant du sujet de mon voyage; après dîner nous sommes sortis nous deux M. Legris et il m'a félicité sur mon entreprise et il m'a annoncé l'arrivée du général Oribe pour le lendemain.

Effectivement le général Oribe est arrivé le lendemain, et M. Ruperto m'a présenté à lui, il m'est venu chez lui une personne qui me paraît l'homme de confiance du général, il paraît très bien français, mais je ne sais pas le nom, le général m'a demandé si je n'étais bien assuré du colonel Thiebaut, je lui ai répondu que oui, et qu'il répondait de l'entreprise je lui ai dit aussi que j'en avais parlé à M. Pelabart chef de 1er. Bataillon et il était avec d'accord, il m'a demandé combien il faudrait à peu près d'hommes pour que cette entreprise tourne à bien je lui ai répondu qu'il fallait toujours compter trois à quatre mille hommes, le général Oribe, m'a répondu que l'argent n'y faisait rien mais qu'il n'avait chez lui qu'environ huit à neuf cents onces, et qu'il fallait venir de Buenos-Ayres ce qui était nécessaire, qu'il pourrait bien disposer sur différentes personnes de la ville de Montevideo, mais qu'il craignait de les compromettre, mais qu'en attendant j'attendrais toujours mes relations avec M. le colonel, et surtout il m'a bien recommandé de n'en pas parler à M. Brie chef du bataillon Basque.

Il m'a dit que cela lui ferait bien plaisir d'avoir le plan de M. le colonel, que lui son opinion était que le point d'attaque était plus avantageux sur la droite de la ligne je lui ai répondu que je n'en savais rien que je n'étais rien à l'art militaire.

Il m'a dit aussi que le plus beau cadeau qu'il pourrait faire à Rosas serait la personne de S. E. le général Paz, que les autres personnes qui lui déplaisaient il s'en arrangerait lui même, mais tout ce que je puis me rappeler qu'il ne m'a cité aucun nom, je retournerai donc à Montevideo, où je m'empresse d'en faire part à M. le colonel, quelques jours après je retournerai donc au camp d'Oribe pour lui dire que M. le colonel Thiebaut ne pouvait lui donner aucun plan, mais qu'Oribe n'avait qu'à lui en envoyer un et qu'il y avait quelques observations à faire il les ferait, et que M. le colonel désirait que l'affaire se terminât promptement que dans le cas contraire il préférerait en rester là. Le général Oribe m'a répondu qu'il lui fallait toujours avoir la patience de 8 au 10 jours que le rapport viendrait de Buenos-Ayres, Oribe me fit aussi observer qu'il était bien surpris que le colonel ait accepté si vite d'après la lettre qu'il avait faite contre l'Amiral, je lui ai répondu que cette lettre n'était au contraire que pour dissuader le bon avis du colonel, mais que le général pouvait toujours compter sur lui, le général Oribe me dit que je pouvais retourner à Montevideo qu'importe qu'il avait des nouvelles de Buenos-Ayres, il me les communiquerait, effectivement, 8 ou 10 jours après je fus appelé à bord de navire Portugais par une petite lettre que j'ai reçue de M. Ruperto Carreras.

J'en avisai donc M. le colonel, et je partis le lendemain à bord car le temps était mauvais. Le jour que j'ai reçu la lettre, je rencontrai M. Ruperto Carreras qui après les compléments d'usage, me fit part de son message de la part du général Oribe, de grande patience que la réponse n'était pas encore venue de Buenos-Ayres mais que le général Oribe insistait pour avoir des détails plus circonstanciés, que l'argent ne se ferait pas attendre. J'ai en-

LE PATRIOTE FRANÇAIS.

pende à M. Raporta, que le général Oribe était bien plus au courant de l'état des environs de Montevideo, que le colonel, que lui-même avait demandé au colonel de la mission de l'entreprise marche afin que rien ne se dérange. — J'ai eu une entrevue avec M. Raporta et depuis je n'ai reçu aucune nouvelle du camp ennemi.

J'ai rendu une visite à M. Pichon à moi retour de Buenos Ayres, tout en causant, la conversation est tombée sur les critiques qui existaient contre lui sur le journal français, je lui demandai donc ce qu'il avait fait aux personnes qui criaient tant contre lui, il m'a répondu qu'il ne s'en occupait pas et qu'il avait ses instructions à suivre et qu'il ne voulait pas en demander.

Et qu'il n'était pas méchant comme on le disait ni homme d'argent, qu'au contraire on était venu lui offrir beaucoup d'argent pour qu'il tache d'influer sur la Légion et qu'il avait refusé ces offres, et que s'il était comme on le dit homme méchant il aurait pu faire une belle fortune, mais qu'au contraire il n'aurait ni ne pourrait jamais à personne de faire aucune considération contre aucun gouvernement car les suites pourraient toujours être funestes.

Je parlai une fois à M. Tocantier de la position du pays. (c'était dans l'intervalle de mon aller à bord du navire de guerre portugais et de mon emprisonnement) je lui demandai s'il croyait qu'en gagnant le colonel Thiebaut on ne pourrait pas avoir de bons résultats pour rendre la ville au général Oribe; il m'a répondu que le colonel Thiebaut se lon lui n'avait pas assez d'influence sur la Légion; mais tout ce que je puis me rappeler qu'il ne m'a pas cité d'autres personnes.

Je n'ai rien autre chose à vous dire M. sur les démarches que j'ai faites de concert avec M. le colonel pour le bien du Gouvernement et de nos compatriotes. En conséquence M. veut avoir la complaisance de recevoir les salutations sincères de votre tout dévoué.

CARPENTIER.

Le Chef Politique a reçu l'exposition que lui a faite M. Carpentier et il exige que M. Carpentier réponde franchement aux questions suivantes :

- 1.° Quelle est l'origine de ses relations avec Oribe ?
- 2.° Quelles sont les personnes ou les affaires qui ont donné lieu à ces relations ?
- 3.° De quel caractère et avec quelles garanties Oribe lui a-t-il confié la mission dont il était chargé ?
- 4.° Quelles promesses Oribe lui a-t-il faites ?
- 5.° Quelles personnes garantissent Oribe de la bonne foi de M. Carpentier ?
- 6.° Qui a remis à M. Carpentier la lettre de D. Raporta Carreras et où cette lettre lui fut-elle remise ?
- 7.° Que disait cette lettre ; et où est-elle aujourd'hui ?
- 8.° A bord de quel navire portugais M. Carpentier a-t-il vu D. Raporta Carreras ?
- 9.° M. Carpentier a-t-il eu d'autres rapports avec Carreras ; et par quelle entremise ?
- 10.° Où en était l'affaire lorsque la Police a fait arrêter M. Carpentier ?
- 11.° Par quelles mains M. Carpentier a-t-il reçu la lettre d'Oribe dont il a parlé à Mme. Grossin ; où est cette lettre ?
- 12.° Pourquoi M. Carpentier, puis qu'il était résolu à perdre l'armée d'Oribe, n'a-t-il pas parlé de ses projets au général Paz en même temps qu'au colonel Thiebaut ; pourquoi, de même, arrivé à bord que ce fut le colonel qui le premier manifesta cette intention, bien des jours après les premières ouvertures de M. Carpentier ?

Le Chef Politique—
Lemar.

Montevideo, 29 août 1842.

Monsieur le Chef Politique.

Je croyais dans ma dernière déclaration avoir renfermé toutes les questions que vous me fîtes l'honneur de m'adresser, qui sont pour moi un devoir puisque je vous suis tout dévoué.

1. 2. 3. Était en ville depuis que j'ai eu le malheur de perdre mes établissements au Colorado, et sans aucune ressource, je me suis, quelques jours après que de faire partir le colonel Thiebaut, des propositions au général

Oribe, expédié à aller visiter sa propriété, pour voir s'y on n'y avait pas fait de nouvelles constructions et au même temps M. Raporta Carreras, ne pouvait pas me donner un peu d'argent pour attendre que la guerre se terminât, de sorte que arriver au camp ennemi des soldats des avant-postes m'ont obligé d'aller chercher un passe-partout au quartier général, arrivé là on m'a donné un permis, et j'ai cherché pour le Colonel, avec un officier et deux soldats auxquels le général Pacheco donna l'ordre de me donner un cheval et de m'accompagner car je me suis recommandé de M. Raporta Carreras.

J'ai passé la journée au Colorado et le lendemain, je suis revenu. M. Raporta m'accompagna, et il m'a dit que le général en chef se peut être bien avisé que je lui présente en passant mes respects, nous étions alors en face de chez lui à son camp de cavalerie, qui se trouvait alors entre la rivière du Pantano, et celle de las Piedras, j'ai répondu à M. Raporta, que je le voulais bien, et nous y entrâmes après avoir causé un moment de choses insignifiantes, nous sommes sortis, et le général Oribe s'est éloigné un peu de moi avec M. Raporta; je me suis aperçu que le général voulait parler à M. Raporta en particulier, je me suis retiré un peu, un moment après, il se sont rapprochés de moi, et le général Oribe m'a demandé si j'étais ami avec le colonel de la légion française, je lui ai répondu que je ne me connaissais pas d'ennemi, et que je croyais bien être ami avec M. Thiebaut, et bien me dit il pensez vous que l'on ne pourrait pas le gagner pour tacher de dissoudre la légion; je lui ai répondu que je ne croyais pas, et que Thiebaut était un homme d'honneur et que il suivrait ce qu'il avait entrepris jusqu'à que la guerre se soit finie et il insista en me disant que l'argent suffirait pour le changer, je ne le crois pas lui dis-je, et moi-même je ne veux pas m'embarquer de ces sortes de choses, car elles pourraient avoir des suites funestes, je finis par lui dire, je pourrai lui en parler, mais je ne crus pas que l'argent tentât M. le colonel Thiebaut, nous nous sommes donc quittés, je suis revenu en ville, et le lendemain après avoir bien réfléchi que ce serait un bien pour le gouvernement, et par mes compatriotes, de tromper le général Oribe, j'ai communiqué mon idée à M. le colonel Thiebaut qui m'a dit : j'en ferai part à S. E. le général Paz.

De sorte que j'ai retourné au camp ennemi après m'être bien entendu avec M. le colonel Thiebaut, pour tromper le général Oribe. Vous avez Mr. dans ma poche ; attention ce qui c'est assés et qui, m'a présenté au général Oribe.

4. Le général Oribe ne m'a jamais dit ce qu'il me donnerait de récompense si je réussissais, mais il m'a dit que je serais content.

5. 6. 7. 8. Je n'ai reçu qu'une seule lettre de M. Raporta Carreras, qui venait du bord du navire portugais, je ne sais pas le nom du navire, mais je sais que c'était le plus gros, et il était mouillé en grande rade. La dite lettre était tout à fait insignifiante, M. Raporta m'engageait d'aller lui rendre une visite à bord, pour nous entendre sur différents intérêts que nous avions ensemble, la lettre est je ne sais où, car je n'en ait pas fait cas, je l'ai reçue, comme je vous l'ai déjà dit, monsieur, par la voix de M. Joaquin Carreras, le cousin de M. Raporta, la personne qui garantissait me bien sûr auprès du général Oribe était probablement M. Raporta Carreras.

9. 10. Je n'avais pas reçu de nouvelles du général Oribe, n'y de M. Raporta Carreras, quand la police m'arrêta, depuis que je suis été à bord du navire de guerre portugais, comme ma destination on fait foi.

11. Madame Grossin a probablement confondu quand je l'ai prié qu'elle me fasse le plaisir de dire à M. Thiebaut que j'avais reçu une lettre, elle a cru peut être que c'était une lettre d'Oribe, c'était à la vérité assurément de lui puisque c'était lui qui demandait à M. Raporta, mais c'était, je vous le répète monsieur celle qui m'est venue par la maison Joaquin Carreras.

12. Je n'ai pas parlé de mon entreprise à S. E. le général Paz, car M. le colonel Thiebaut, c'est chargé de lui en faire part, et moi je ne faisais pas un pas, sans que M. le colonel m'y autorisât et je n'ai attendu à aller chez S. E. le général Paz, que quand M. le colonel Thiebaut m'y a engagé.

J'attends s'il m'honneur d'être M. votre très dévoué serviteur.

Carpentier.

Rapport des relations qui ont eu lieu entre M. Carpentier, et le sousigne colonel des Volontaires Français.

Il y a environ cinq semaines que Mr. Carpentier se présenta d'abord bon matin à mon domicile, demandant à me parler; ne m'ayant pas reconnu, il revint à midi, heure qui lui avait été indiquée; et comme je n'étais pas encore senti, il dit à Mme. Grossin de me prier, lorsque je reviendrais, de l'attendre à cinq heures précises; qu'il avait absolument besoin de me parler pour affaires de la plus haute importance. Mme. Grossin m'envoya prévenir par son fils, qui est mon neveu, que j'eusse à me trouver à 5 heures à la maison pour affaires très importantes. J'arrivai, à l'heure indiquée et trouvai Mr. Carpentier qui m'attendait dans l'arrière boutique. J'ai, me dit-il, des choses très graves à vous communiquer; Mme. Grossin voulut alors se retirer, mais comme je lui observai que je n'avais rien de secret pour elle, Mr. Carpentier lui dit qu'elle n'était pas de trop et qu'elle pouvait rester.

Mr. Carpentier me dit alors qu'il était arrivé de la veille et qu'il était chargé, de la part du général Oribe, de solliciter l'opinion de quelques chefs de la Légion, et la Légion elle-même pour savoir s'il n'y aurait pas moyen de s'entendre pour lui faciliter l'entrée de la ville au moyen de quelque combinaison, et avoir quel somme serait nécessaire pour obtenir ce résultat; que c'était sur ces combinaisons qu'il venait s'entendre avec moi, espérant tout, suis que si je refusais ses offres, je garderais le plus possible secret.

Mme. Grossin se leva immédiatement, surprise d'une pareille proposition, et dit à Mr. Carpentier: mais c'est une trahison que vous me proposez. Mme. Grossin toute émue s'adressant à moi, me dit: J'espère bien que tu ne te compromettas pas et n'accepteras pas une pareille infamie.

M. Carpentier observa alors que ce n'était pas tout à fait dans le sens qu'elle l'entendait, qu'en me faisant cette proposition son intention était de tromper Oribe et nullement de compromettre nos compatriotes; que, s'il pouvait réussir dans ses projets, il amènerait les troupes d'Oribe sous les fortifications et que, la garnison étant prévenue, on pourrait détruire une bonne partie de l'armée ennemie; que ce qu'il voulait, c'était de partager avec moi; qu'il y aurait un navire tout prêt dans la rade et qu'il pourrait s'embarquer immédiatement après avoir reçu la somme promise. Cette somme devait lui être remise ici par divers particuliers, sur lesquels Oribe tirerait des lettres de change; qu'il (Carpentier) avait promis de revenir le lendemain et qu'il fallait que je lui donnasse une réponse. Je lui observai que le cas était grave, qu'il fallait me donner le temps de la réflexion, et que je lui répondrais le lendemain; que j'étais de service aux avant-postes, et qu'il ne me trouverait qu'après mon retour, sur le midi.

Le soir même je fus chez M. Desbrosses et lui parlai de cette proposition; le lendemain matin j'en parlai au général Paz, qui m'autorisa à continuer mes relations avec Carpentier, et à le tenir au courant de ce qui se passerait, pour voir si cette proposition était sérieuse et méritait la peine qu'on s'en occupât.

Nous convinâmes alors qu'il retournerait auprès d'Oribe et qu'il rapporterait des instructions plus positives et des propositions plus formelles. Cela convenu il me demanda de lui faire obtenir un passeport du ministre de la guerre pour s'embarquer pour le Cerro. Je lui donnai immédiatement pour Son Ex. une lettre dans laquelle je disais que les affaires de Carpentier, l'appelaient au caladere de Dolnel. La journée s'était écoulée, sans que je le visse. Je fus au ministère, le soir même pour avoir si le passeport lui avait été délivré et le lendemain matin j'en donnai avis au général Paz, qui m'engagea à le prévenir de ce qu'il y aurait de nouveau sur le retour de Carpentier.

Celui-ci s'était effectivement embarqué le même jour car j'envoyai une tierce personne à son logement pour le demander; et il fut répondu par une femme qu'il était absent.

Trois jours se passèrent sans nouvelles de M. Carpentier; le 4ème au matin il vint me trouver et me disant qu'il était arrivé la veille et tard, il me dit alors que le motif de son retard provenait de ce que le général Oribe était ab-

ent lorsqu'il arriva au camp, qu'en arrivant au premier poste il s'était fait accompagner par un soldat, et qu'il s'était fait donner un cheval; qu'attendu l'absence du général Oribe, D. Ruperto de las Carreras l'avait présenté au général Pacheco auquel il avait fait part de son succès en obtenant la coopération du colonel de la Légion Française et d'un chef de bataillon (M. Peabert); dans cette entrevue il fit beaucoup parler des moyens d'exécution, du point le plus attaquant et de la position qu'occupaient les bataillons français à la li no. M. Carpentier me dit qu'il avait passé la nuit chez M. Chépita, qu'il avait dîné avec MM. Legris, Carreras et Chépita et que M. Legris l'avait beaucoup félicité d'être entré dans le parti du président légal et du succès qu'il avait obtenu.

Le lendemain, me dit-il, Oribe et son frère, M. Ruperto le conduisit chez le général, et Oribe lui demanda quel était le résultat qu'il avait obtenu; voici ce que me dit alors M. Carpentier :

Qu'il avait fait la proposition au colonel Thiébut qui l'avait acceptée et répondait de faire réussir l'entreprise; qu'il avait aussi nommé le commandant Pélibert commandant également dans les intérêts du président (M. Carpentier m'observa cependant n'avoir rien dit à M. Pélibert mais qu'il s'était servi de ce moyen pour donner plus de poids à ses paroles); qu'il m'envoyait qu'avec 3 ou 4 mille onces on était sûr de la réussite. Le général lui a répondu que le général ne s'inquiétait pas, mais qu'il avait réfléchi qu'en donnant des lettres de change sur ses amis de Montevideo il pouvait les compromettre et qu'il avait trop besoin de les conserver pour les exposer au moindre désagrément; que, comme il n'avait à sa disposition que 8 à 9 cents onces il ferait venir de Buenos Ayres le reste de la somme qu'il désirait avoir du colonel un plan sur les moyens les plus faciles pour l'exécution de son entreprise; que je lui ferois connaître les points les plus attaquant, que son avis était que ce devait être sur la droite des fortifications, que le plus beau cadeau qu'il pourrait faire à Rosas serait de lui envoyer le général Paz et deux autres, que M. Carpentier ne m'a pas nommé, que quand au ministre de la guerre il ne lui ferait rien, et se contenterait de l'expatrier. Qu'il (Carpentier) eut à revenir dans 3 ou 4 jours pour lui remettre sa réponse et mes plans et qu'alors il lui donnerait une réponse définitive. Il fut alors convenu que M. Carpentier viendrait me voir avant son départ et que je lui donnerais ma réponse. M. Carpentier me dit alors que si je jugeais à propos d'en parler au général Paz je pourrais le faire et il ajouta qu'il avait oublié de me dire que le général Oribe lui avait bien recommandé de ne pas s'adresser au commandant Brié, chef du bataillon basque.

Je fus alors voir le général Paz auquel je rendis compte de l'entrevue que je venais d'avoir avec M. Carpentier, et convins avec le général qu'il fallait mettre beaucoup de prudence dans mes réponses. Le général m'indiqua la ligne de conduite que j'avais à suivre pour ces mêmes réponses et il me dit de continuer mes relations, et qu'au retour de Carpentier il verrait s'il fallait donner suite à cette affaire, que dans tous les cas il en ferait part au gouvernement, toute fois que je n'y visse pas d'inconvénient. Je laissai M. le général entièrement libre d'en agir comme bon lui semblerait.

Avant de partir de nouveau, M. Carpentier vint en effet me trouver pour savoir ce qu'il avait à dire à Oribe. Je lui objectai d'abord qu'il lui fallait un nouveau passeport et il me répondit que non, attendu que la capitainerie de port en était chargée de viser le sien en lui disant que lorsqu'il voudrait retourner il suffirait de le faire viser de nouveau. Je lui dis ensuite que je craignais que l'on veulût évidemment me compromettre aux yeux de la Légion, que je ne pouvais donner aucun plan, parce que je pourrais en présenter 20 sans qu'aucun fût accepté; qu'il était bien plus simple que le général m'indiquât lui-même, ce qu'il désirait, que moi, n'ayant que des moyens limités, je ne pouvais être que secondaire et aux lieux, mais que lui, principal acteur et pouvant agir librement, devait me tracer ses instructions; que je désirerais que l'affaire fût promptement terminée et que dans le cas contraire je préférerais en rester là, si au moins que dans aucun cas, ni pour rien au monde, je ne répéterais les instructions qu'il me transmettait.

M. Carpentier à son retour vint me voir et me dire que

le général lui avait demandé s'il ne serait pas possible de s'emparer du général Paz et de son Etat major; si je ne pourrais pas donner le détail des forces qui défendaient la ligne; quel était le chef de l'artillerie de la droite; il ajouta qu'il (Oribe) n'espérait pas avoir de réponse de Buenos Ayres avant 8 ou 10 jours et qu'alors il le ferait prévenir. Le général Oribe observa qu'il lui paraissait étonnant que j'eusse été si facile à accepter la proposition, attendu que maître à l'amiral prouvait que j'étais entièrement dévoué au gouvernement. M. Carpentier avait répondu que cette lettre n'avait d'autre but que de dissimuler mes intentions, mais que le général pouvait compter entièrement sur moi.

Je lui enrois part de cette conversation à M. le général Paz. Quelques jours après M. Carpentier vint me dire qu'il avait été appelé à bord de la corvette portugaise par M. Ruperto Carreras qui aurait engagé à prendre patience, qu'aucune réponse n'était encore venue de Buenos Ayres, mais que le général insistait pour avoir des détails plus circonstanciés; que l'argent ne se ferait pas attendre, qu'il restait tranquille et qu'il serait averti à temps pour venir s'entendre avec lui par le même moyen de la corvette portugaise.

Depuis lors je n'ai plus entendu parler de rien, M. Carpentier, que je rencontrai sur la place de la Matriz me dit qu'il attendait des lettres à cet instant par l'intermédiaire d'une personne qui était en relation journalière avec D. Ruperto. Jamais il ne m'a nommé cette personne. Je dois ajouter à cette relation, que Carpentier, en se promenant avec moi dans le jardin de l'établissement du jardin, me dit que causant avec M. Pichon, celui-ci lui avait dit qu'il y avait une grande fortune à faire pour celui qui ne craignait pas d'exposer sa vie; ne m'a fait, dit-il, de propositions dans ce sens. Comme Copal je n'ai pas du les accepter, mais cela pourrait convenir à d'autres.

M. Carpentier m'a dit également que dans un dîner chez Bertrand, MM. Roguin, Tocanier, Daples et un autre dont je ne me rappelle pas le nom, aurait agité la question de savoir s'il suffirait que le colonel fut engagé, s'il aurait assez d'influence pour entraîner la Légion. M. Tocanier aurait répondu que pour désorganiser la Légion il ne suffirait pas du colonel, qu'il fallait aussi tâcher d'entraîner M. Desbrosses, et qu'alors la dissolution paraissait certaine.

M. Carpentier avait de fréquentes relations avec M. Pichon et avant ces événements j'ai vu avec lui d'assez vifs reproches, en présence de plusieurs personnes, chez M. Bonna le Pharmacien. Pichon lui dit également que M. Carpentier, à son retour, m'annonça qu'il y avait au camp d'Oribe 30,000 litres de bétail, que l'armée ennemie n'était nullement en pénurie de vivres, qu'il y avait abondance de tout et que beaucoup d'Italiens et de gens de pays y avaient établi des foyers et des Cister: qu'il y avait aussi des Boulangeries et que l'on était dans une grande erreur sur la position de l'armée d'Oribe; que celui-ci était fort fort une forte Batterie au milieu de son camp, qu'elle était très bien munie et qu'il ne manquait de rien; que si nous allions au Carril, il fallait nous méfier des mines et contremines qui avaient été établies aux environs de la batterie.

THÉBAUT.

Montevideo, 26 août 1843.

(Reproduit textuellement de Nacional.)

L'horizon s'éclaircit et des figures épanouies s'offrent maintenant à tous les regards, on ne craint plus les conséquences funestes dont nous menaçait nos ennemis lors de l'arrivée du paquebot anglais. On ne parlait alors que de blocus, que de désarmement. Aujourd'hui nous savons enfin qu'il n'y aura pas de blocus et que le désarmement n'a jamais été qu'une chimère.

L'armée de la campagne est forte, la garnison bien plus nombreuse et bien plus brave

qu'il ne l'est pour pulveriser l'ennemi s'il oserait se présenter. Qu'il pourrait donc nous inspirer des craintes? Le bon esprit de la légion, sa constance, sa bravoure éprouvée la rendent trop redoutable à l'ennemi pour qu'il ose même s'en approcher. Espérons donc. Nous avons vu le péril, comment n'envisagerions nous pas d'un oeil calme et rassuré ce qui nous reste à faire?

L'Angleterre et la France, grâce à leur dignes cabinets, jouent ici un bien triste rôle. Mais les Français et les Anglais établis dans ces contrées n'en souffriront pas dans l'opinion d'un pays qu'ils ont si bien servi. Le vox populi, ce cri qui ne raisonne jamais en vain, s'est fait entendre et tous les sophismes des écrivains de Rosas ne pourront pas l'étouffer. Quand les peuples veulent ils ont Dieu pour eux, parce que les masses ne veulent que l'intérêt général. Quest-ce qu'un ministre, qu'est-ce qu'un consul? sinon de tristes individus qu'aucun lien n'attache au pays dans lequel ils résident et que l'intérêt personnel seul enchaîne à l'emploi qu'ils remplissent. Il se rencontre, il est vrai, des exceptions honorables, mais elles sont malheureusement toujours trop rares et ne détruisent pas notre proposition. Comment ces quelques individus, pour la plupart, paresseux, tous ennemis des embarras que la direction des affaires d'une population nombreuse ne peut manquer de leur donner, comment, disons-nous, verraient-ils du même oeil que cette population ce qu'exigent ses intérêts? Ne demandons à ces hommes que ce qu'ils peuvent nous donner, rien, ou du moins bien peu de chose. Mais aussi ne permettons pas qu'ils exigent de nous ce qu'ils n'ont pas le droit de nous demander, une confiance aveugle dans la direction de nos affaires. Marquons bien les rôles: pas de sympathies de leur part, mais aussi pas d'opposition systématique. Nous ne voulons qu'une chose, c'est qu'ils disent la vérité. La diront-ils.

Je suis désolé d'être contraint de rappeler l'attention sur une AFFAIRE que l'on aurait pu taire.

Je dois donc répéter que, pour réussir dans ce que j'avais consenti à entreprendre, je n'étais servi de tous les moyens.

Les résultats m'auraient, peut-être, justifiés, j'avais cherché à convaincre Oribe que par lui il gagnerait les plus belles terres, et j'ai cité le nom de commandant Pélibert; mais jamais, et tous se sont convaincus, M. Pélibert, homme d'honneur, ne s'est douté que je m'étais servi de son nom pour donner de l'importance à mes missions auprès d'Oribe.

Montevideo, 9 septembre 1843.

Signé : CARPENTIER.

Témoins de sa signature :

D. SOCCIARDI.

G. GELAR.

AVIS.

On a perdu, à partir de la rue du 25 de mai, jusqu'à la rue du 18 de juillet en passant par celle de l'Uruguay, deux papiers écrits en langue espagnole, dont l'un porte la signature de D. José Toribio.

Prière à la personne qui les aurait trouvés, de les rapporter à cette imprimerie où elle sera récompensée.

LE PATRIOTE FRANÇAIS.

AVIS DIVERS

Livres à vendre récemment reçus de Paris et qui se trouvent de reste dans l'institution de M. l'abbé Paul, rue de 25 mai n. 342. Télémaque français Espagnol, et Espagnol français reliure très riche; id. tout en français. Dictionnaire français espagnol et esp. français par Taboada. Histoire de Napoléon avec portraits, plans de bataille etc. par Norvins. Physique avec planches par Biot. Géométrie ou traité de la figure de la Terre, comprenant la Topographie, l'Arpentage, le nivellement, la Géométrie terrestre et astronomique, la construction des cartes etc. par Francœur professeur de la faculté de sciences de Paris.

GRAND ASSAUT D'ARMES, DE POINTE, DE CONTRE-POINTE ET DE BATON.

Dimanche prochain, 10 du courant, des maîtres des equi-jugés de l'école française, se proposent de donner un assaut dans la salle de jeu de paume du Sr. Martin Cuzco, calle del Rincon n. 212.

L'assaut commencera à midi.

Le prix des places est fixé comme il suit:

Galerie..... 12 réaux.

Dans la salle..... 18 id.

Tous les maîtres et amateurs sont priés de leur faire honneur d'y assister.

POUR SAINTE-CATHERINE.

Partira pour ladite destination le mercredi 6 de septembre prochain, le trois mâts barque française le Creisquiers. Les personnes qui désireraient y prendre passage sont priées de vouloir bien s'adresser aux consignataires Les frères, rue de Solis, n. 26, jusqu'à dix heures du matin, ou au capitaine Gravercau à son bord.

AVIS.

Les intéressés dans les affaires du défunt Pierre Tillet sont invités à se réunir dans le domicile de M. Adolphe Huguet, magasin de comestibles, cuadro du Lion d'or, le lundi 11 du présent mois à midi précis, pour prendre connaissance des opérations des syndics, et prendre une résolution à ce sujet. Les intéressés sont invités à ne pas manquer de se présenter au jour et heure dit.

Montevideo 4 septembre 1843.

Les syndics.

AVIS AU PUBLIC.

En réponse à l'avertissement de Madame Estarria Navarro de Lira, inséré dans le No. 1110 du Nacional, M. Joseph Reynaud répond:

1.° Qu'il ne refuse pas de payer le loyer de l'imprimerie Orientale; mais qu'il est en contestation avec la dite dame pour la quotité de ce loyer.

2.° Qu'une fois cette contestation terminée, et le chiffre du loyer fixé, la commission de la presse aura à arrêter le paiement de ce loyer.

3.° Que l'imprimerie de cette dame est libre depuis le 30 juin; il était convenu avec elle que M. Reynaud quitterait l'imprimerie Orientale le 1.° juillet 1843; le 30 juin, l'imprimerie était libre, et le propriétaire de la maison était averti depuis le 15 que M. Reynaud la quittait. Avis ne fut donné à la dite propriétaire. La presse en sera faite au besoin.

A VENDRE.

Un magasin et boiserie pouvant servir à tout état. On donnera des facilités pour le paiement. S'adresser maison Pernin à M. C. Utrai.

AVIS.

Tous les tailleurs de la Légion Française sont invités à se présenter à l'état-major, pour former un atelier, où devront se confectionner les habillements: ils jouiront de l'exemption du service et de la double ration, les femmes des légionnaires pourront participer au bénéfice de la double ration, en prenant part au travail.

PHARMACIE DE LENOBLE.

CALLE DEL SARANDI, A COTE DU MARCHE.

On trouvera les médicaments suivants.

1.° Sirop pectoral pour le rhume;

2.° Essence de Salsaparille;

3.° Capsules gélatineuses de Copahu.

AVIS AU PUBLIC.

Les personnes qui désireraient apprendre la danse, le bâton ou la contre-pointe, voudront bien se présenter à la salle située rue du 25 de Agosto, n. 181.

S'adresser à M. Baptiste Carbone.

A AFFRETER.

Pour n'importe quel port de Franco.

Le navire français, neuf, "Parana", capitaine Leconte. S'adresser chez Amoye et Michaud, maison Lavallois.

AVIS.

Celui qui aurait un billard et voudrait le louer avec tous les ustensiles nécessaires, peut s'adresser chez M. Mathieu, rue de Buenos-Ayres, n. 232 et 234.

La lithographie de monsieur Gioia a repris toute son activité, sous la direction de la dame de la maison, en attendant que lui monsieur Gioia, puisse libre par la cessation des affaires du pays, affaires auxquelles il donne tout son temps, reprendre les rênes de la maison.

Il a attaché à cette lithographie un jeune homme capable de faire toutes les écritures et dessins pour l'impression. Ainsi, les personnes qui voudront bien continuer de donner à cette maison le travail qu'elles auront à faire dans ce genre, peuvent s'y adresser, en confiance d'être servis avec toute la ponctualité possible, attendu que cette dame s'en occupera spécialement.

EN CHARGE POUR BURNOS-AYRES LE NAVIRE NEUF PARANA.

Partira fin du mois.

S'adresser à AMOYE et MICHAUD.

AVIS.

Au public et aux personnes qui ont des relations avec M. Francisco Marie, qu'il a transféré son établissement de meubles de la rue de Carril, cuadro de San Francisco, à celle de Solis 65, près celle du 25 de mai, une cuadro plus bas que la maison du gouvernement. On trouvera dans son établissement un grand assortiment de meubles riches et modernes.

A LOUER.

Une chambre pour homme seul, dans une maison occupée par une famille décente, et située au centre de la ville, dans la rue principale, avec ou sans meubles. On donnera tous les renseignements au bureau du Patriote Français.

AVIS IMPORTANT.

Maison d'éducation des demoiselles Lezou, rue Sarandi autrefois San Carlos, 80.

L'une de ces dames a l'honneur de prévenir les personnes qui désireraient apprendre la grammaire française et l'espagnole, l'arithmétique, la géographie, l'histoire etc., qu'elle peut disposer de quelques heures pour donner des leçons particulières à domicile ou chez elle. Le succès qu'obtiennent tous les jours les élèves de ces dames, dans leur institution, leur a été un sûr garant de la confiance qu'on voudra bien leur accorder, confiance qu'elles se feront un plaisir de mériter de plus en plus.

AVIS.

Il y a de très belles sang-sues, nouvellement arrivées de France, dans la barberie en face de la Police.

AVIS.

Le portrait de S. E. M. le général Paz, publié par la lithographie de l'Etat, est en vente à la librairie d'Hernandez et à la dite lithographie.

AVISO.

Se desea encontrar una casa con dos o tres piezas y cocina para dos personas, las que las tuviesen y gustasen alquilarlas, ocurrirán a la calle de 25 de mayo núm. 67.

AVIS.

On désirerait trouver à louer une maison avec deux ou trois pièces et cuisine pour deux personnes, celles qui aurait en disposition le logement comme on le désire peuvent donner renseignements rue du 25 de mai, n. 67.

AVIS.

Madame Chatelet, ayant transporté son magasin de la rue de los Castellanos, à la rue del Rincon, n. 143, à l'honneur de prévenir le public qu'elle continuera, comme par le passé, à confectionner tous les objets de mode, et remettra à neuf les marabouts. L'on trouvera en outre chez elle un assortiment complet de parfumeries, de mercerie et de lingerie.

AVIS.

Les personnes qui devront pour compter billets ou à quelque titre que ce soit, au sieur Pierre Bouliet bon'anger, sont prévenues, qu'ils en payent le montant ils se verront contraints par voie de droit envers ses créanciers à payer une seconde fois.

AVIS.

On trouvera à l'imprimerie du Patriote réunis dans une feuille la marcellaise, le Chant du Départ, le Veilleur au salut de l'Empire et la Parisienne.

Le Gerant, Jh. REYNAUD.

Imprimerie Constitutionnel, Rue de los Cármenes 39.